RÉPONSE

A une Proclamation et à deux Lettres qui ont paru sous le nom du Roi, dans les feuilles publiques, datées du 14 *et* 15 *Octobre*, 1791.

SIRE,

QUELQUE douloureuse que soit pour notre cœur cette manière de communiquer avec notre Souverain ; nous sommes forcés de l'adopter, comme notre unique ressource. En vous prescrivant à notre égard la voie publique de l'impression, nos communs oppresseurs ont voulu, sans doute, nous l'indiquer et nous la permettre. Notre Roi lira donc au moins l'expression de nos vrais sentimens, puisqu'il ne lui est pas permis de les entendre de notre bouche ! Puisse la certitude de notre fidélité soulager ses peines et soutenir sa constance !

C'est un bienfait dont nous tiendrions compte à nos oppresseurs, s'il n'étoit le fruit d'une malice profondément combinée. Ils croyent déguiser, sous une apparence de juste châtiment, les cruautés qu'ils méditent encore, en donnant à notre résistance légitime, la couleur de la désobéissance et de la révolte. C'est au Public, c'est à l'Europe entière, c'est à la Postérité qu'ils semblent en appeler pour justifier les nouveaux excès de leur oppression; que le Tribunal devant lequel ils nous citent, juge donc qui de nous a mieux connu et respecté l'équité, la justice, l'humanité, le véritable honneur; qui de nous a mieux senti ce qu'il devoit à la Religion, au Trône, aux droits de la nature et aux lois de la Société.

Notre cause est la vôtre, Sire, et c'est ce qui nous y tient encore plus inviolablement attachés. Les outrages qu'on vous a faits, nous les avons reçus, comme vous avez ressenti les injustices dont nous sommes les victimes. Le sort du Souverain et celui de ses Sujets fidèles, sont inséparables. Vous serez toujours notre Roi, et nos ennemis même seront forcés d'applaudir à notre fidélité.

Ce que vous avez voulu pour le bien de la

A

France, nous le voulons comme vous. Nos sentimens, comme les vôtres, sont consignés dans votre Déclaration, qui annulle l'œuvre désastreuse de l'Assemblée nationale, en manifestant la violence qu'elle a faite à votre Sanction. Nous ne demandons que l'exécution de ce Plan que vous dictoit votre cœur, lorsque vous parûtes au milieu de l'Assemblée pour lui en faire part. Il n'étoit que l'expression des sentimens paternels qui vous avoient fait convoquer les Etats-généraux, et la répétition fidelle des Mandats, dont tous les Ordres qui constituent la Nation française avoient chargé leurs Députés en les envoyant auprès de vous. La liberté, la sureté, la propriété de tous, devoient en résulter et s'établir sur des bases inébranlables. Le triste état où la France est réduite en suivant une voie opposée, prononce sans réplique entre les actes violens de nos oppresseurs, et les moyens pacifiques que votre prudence vous avoit dictés, et qu'une déférence éclairée nous avoit fait adopter dans nos Cahiers.

Oui, Sire, nous vous aimons, et votre cœur sent bien qu'il n'y a que l'amour le plus pur pour votre auguste Personne, qui ait pu

nous prescrire la conduite que nous tenons. Nous respectons le sang des Bourbons qui coule dans vos vaines, et nous aimons à voir les rejetons de cette Tige chérie, régner sur des Peuples plus sages que les Français. Leur fidélité, leur attachement, leur reconnoissance pour leurs Souverains, donnent aujourd'hui à notre Nation l'exemple qu'elle étoit, il n'y a pas long-tems, en possession de donner à tous les Peuples de l'Univers. Aussi aiment-ils la constance de ceux qui vous restent fidèles, et nous trouvons chez eux ces soins tendres de l'hospitalité compatissante, envers la vertu malheureuse.

Nous aimons notre Patrie. Le sang qui coule dans nos veines nous en fait un devoir, et l'habitude le convertit en besoin. Si nous ne l'aimions pas, nous verroit on abandonner le soin de nos fortunes pour aller gémir dans un pays étranger? Nous l'aimons, comme vous l'aimiez, Sire, lorsque la crainte de l'exposer aux horreurs d'une guerre civile vous fit préférer à une résistance juste et légitime la résignation à souffrir les outrages dont on vous accabloit, et les ennuis d'une prison longue et affreuse. Toujours prompts à tirer nos épées pour la défense des fortunes et de la liberté de

nos Concitoyens, nous ne les avons portées inutilement que pour le maintien de nos propriétés, de notre repos et de celui de nos familles. Que nos oppresseurs produisent à leur tour les preuves de leur amour et pour vous et pour une Patrie où ils sèment, au mépris de toute justice, le trouble, le désordre et la misère.

Nous aimons ces postes d'honneur et de gloire que Votre Majesté nous avoit confiés et que nous nous plaisons à tenir d'elle pour le service de l'Etat ; mais nous les voulions purs et sans tache, comme nos pères les avoient occupés, comme nos services et notre dévouement les méritoient, comme l'honneur et la générosité d'une Noblesse qui fut toujours l'appui, la sureté et la gloire de la France nous le prescrivoient. On nous a dégradés et avilis aux yeux de ceux dont l'obéissance devoit concourir avec nous au repos de la Patrie; et l'on voudroit encore nous enlever la seule ressource dont l'honneur offensé a joui dans tous les tems, celui de se retirer et de s'enveloper dans sa vertu.

Nous aimons ces Soldats que l'on nous a forcés d'abandonner ; et tous ceux que le manège infâme de nos oppresseurs n'a point éga-

rés rendent justice à notre attachement paternel pour eux, et le reconnoissent par un attachement réciproque.

Nous les avons vus, et heureusement il en est encore bon nombre, nous les avons vus sensibles à la vraie gloire, admirer notre résistance et applaudir à notre courage, lorsqu'on nous a proposé de trahir par un lâche Serment, les lois de l'honneur et de la Religion, d'abandonner notre Monarque, et de reconnoître à sa place l'autorité de ses usurpateurs. Nous les avons vus s'affliger à la défense de nous suivre, parce que nous n'avions pas un asile à pouvoir partager avec eux, nous jurer de nous rester fidèles, et faire des vœux pour notre retour. On a calomnié beaucoup de nos Compagnons d'armes, en les confondant avec les infortunés, que leur foiblesse a faits victimes de la séduction. Une grande partie de votre armée, Sire, vous est restée fidelle, et vous la verrez, dans l'occasion, manifester un zèle courageux. C'est un témoignage public que nous sommes bien aises de lui rendre, comme une preuve de notre reconnoissance.

Nous aimons ce Peuple égaré par des lâches Ambitieux, qui l'ont corrompu pour le rendre

méchant, et qui l'ont conduit à l'infamie et à la misère, par la voie de toute espèce d'attentats, de sacrilèges, d'impiétés, où leur malice industrieuse l'a précipité. Qu'il juge de notre amour, par notre patience à supporter ses outrages, ses révoltes, ses pillages, ses incendies, ses meurtres ; n'opposant que la constance à ses fureurs, employant à soulager sa misère le peu que nous sauvions de ses emportemens. Il en jugera mieux encore, je l'espère, si le Ciel nous redonne des tems plus heureux, par notre générosité à oublier ses erreurs, et par notre empressement à réparer les maux qu'elle lui a faits.

Masi nous n'aimons pas ces Criminels, auxquels nos oppresseurs ouvrirent les portes des cachots, pour les associer à leurs coupables projets, et en faire les ministres de leur rage. Nous n'aimons pas ces hordes d'Etrangers vicieux, l'écume et l'opprobre des Nations, qui ont accouru de toutes parts à l'appel de l'Assemblée, comme les animaux carnaciers à l'odeur infecte des cadavres, pour se disputer les débris des fortunes que nos prétendus Législateurs mettoient au pillage. Nous n'aimons pas ces hommes pervers qui ont usurpé la force publique dans les villes,

et qui l'exercent au gré des Factieux de la Métropole, contre tout Citoyen vertueux, ami de l'ordre et attaché aux principes de la justice, aux règles de la Religion et aux pratiques du Culte de nos pères.

Ce sont là cependant, Sire, ces hommes que l'on vous fait appeler vos amis, vos fidèles, les zélateurs de la paix et de l'ordre, les auteurs de la gloire et de la prospérité de la France, tandis qu'on nous accuse de vous trahir, d'abandonner vos intérêts, de renoncer à notre Patrie, et d'être infidèles aux lois. Ce sont ces hommes flétris ou sur le point de l'être par la Justice, dont on compose l'Assemblée qui doit exercer la Souveraineté; c'est de leur sein qu'on tire les Ministres des ordres que vous aurez reçus pour les leur communiquer; de là sortiront les Chefs de la Milice dont la valeur doit avoir pour guide l'honneur et l'amour désintéressé du bien public; de là sont appelés sur les Tribunaux, les Juges qui prononcent sur la réputation, la fortune et la vie de tous les Français; parmi eux seront choisis les Ministres d'une Religion et d'un Culte qui demandent des mains pures, des cœurs innocens et des réputations intactes.

Les Princes vos Frères ne sont donc pas vos amis, parce qu'ils ne peuvent souffrir l'orgueil outrageant de vos Sujets rebelles, qui les ont avilis dans votre Personne, et qui vous insultent à votre tour dans le traitement indigne qu'ils font à votre Famille? Cette portion si généreuse de l'Assemblée, qui a si constamment bravé tous les efforts d'une rage toute-puissante, pour soutenir les droits du Trône, ceux de la Religion et de la Nation, ne sera donc plus votre amie? Tous ces Militaires généreux qui se sont refusés à prêter un Serment qui blessoit l'obéissance qu'ils vous avoient jurée, et qui aiment mieux languir, ignorés et manquant du nécessaire, plutôt que de vous abandonner, ne sont donc pas vos amis? Tous ces Magistrats qui consacroient leurs jours aux fonctions publiques d'une profession grave et ruineuse, et dont les traveaux assidus ont si utilement contribué à la tranquillité publique, ne sont donc pas vos amis, parce qu'ils désapprouvent les attentats de nos oppresseurs, et qu'ils réclament l'autorité et la force des lois. Tous ces Ministres des Autels que leur conscience attache à des engagemens sacrés, et qui préfèrent l'exil, la persécutiou, la pauvreté, au caprice, à l'indifférence

religieuse, à l'impiété de nos nouveaux Législateurs, ne seront donc pas vos amis. Tant de Citoyens de toutes les classes, dont la probité, les bonnes mœurs, la vertu n'ont pu approuver le brigandage qui a bouleversé la France, et qui ne trouvent plus de repos sur une terre où règnent la licence et tous ses excès, l'anarchie et toutes ses fureurs, l'impiété et toutes ses atrocités, ne seront donc pas vos amis, parce qu'ils veulent soustraire leur tête à la crainte d'une mort violente, leurs femmes, leurs enfans aux outrages les plus humilians, et leurs consciences aux persécutions et aux menaces du fanatisme et de l'irréligion.

Non, Sire, votre cœur ne dirigeoit pas votre plume, lorsque vous nous menaciez d'une telle proscription. Nous savons comment en ont usé nos oppresseurs, lorsqu'ils ont eu besoin de vous donner l'apparence de condescendre à leurs desirs. Ferme et inébranlable tant qu'ils ne vous ont parlé que de votre danger personnel, vous avez toujours cédé à la crainte de faire verser le sang de vos Sujets, et vos oppresseurs ont cruellement abusé d'une disposition si digne de respect. Aussi que Votre Majesté ne pense pas que ces

écrits ébranlent jamais notre fidélité, et qu'ils portent quelqu'atteinte au plus sincère et au plus entier dévouement. Ils ranimeront bien plutôt notre zèle pour le retour de votre bonheur, de l'ordre et de la prospérité commune.

Français, vous tous qui croyez encore aux principes immuables de la justice ; vous qui respectez les droits, les titres légitimes, vous qui ne vous jouez ni de la conscience ni de la Religion ; vous enfin qui êtes sensibles à la voix de l'humanité et qui respectez les liens de la Société, soyez vous-mêmes juges dans notre cause commune : pesez avec équité la conduite de l'Assemblée et la nôtre, ses droits prétendus et nos réclamations, ses injustices et notre patience à les souffrir, tant d'attentats, dans tous les genres, qu'elle a permis ou commandés, ou approuvés, qu'elle a toujours au moins excusés ou laissés impunis ; et la loi que nous nous sommes faite de ne point repousser la violence par la force ; et voyez ensuite quel parti vous devez embrasser. La dette publique est énorme, est-ce nous qui l'avons accrue ? L'anarchie exerce ses fureurs dans tout le Royaume, est-ce nous qui avons détruit la force publique et armé

un Peuple séduit et égaré ? Les Autels sont profanés ; est-ce nous qui avons renversé l'ordre du Culte si sagement institué par nos pères ? La décence des mœurs est perdue ; est-ce nous qui avons provoqué ces scènes scandaleuses qui ne furent pas connues même dans les siècles de persécution ? Les biens de l'Eglise sont dilapidés, et les frais du Culte n'ont plus de fonds solidement établis ; est-ce nous qui avons détruit ces monumens de la piété et de la charité de nos péres, devenus la ressource des Pauvres qui les entouroient ? Français, si vous êtes justes, à la vue de tant de maux que la Révolution attire sur nous tous, vous redemandrez avec nous, notre Roi, nos Lois, notre Religion, nos Propriétés, et nous concourrons tous ensemble, à effacer jusques à la plus petite trace de nos malheurs.

Tels sont, Sire, les vœux de vos fidèles Sujets.

A COLOGNE,

Et se trouve à Paris

Chez GUERBART, Imprimeur-Libraire, rue Dauphine, hôtel Genlis, N°. 92.